

La nouvelle bataille des valeurs

L'ancien ministre de l'Economie achève cette semaine une série de trois contributions où il tente de dessiner les frontières d'une social-démocratie enfin assumée. Après avoir posé les bases d'un réformisme sans tabous et examiné les conditions d'une autre cohérence entre l'économique et le social, il redéfinit ici les règles d'une République moderne : une liberté ordonnée, une égalité réelle, une fraternité laïque et un progrès maîtrisé par Dominique Strauss-Kahn

* * * * *

Pour conclure cette série de réflexions dans « le Nouvel Observateur », je voudrais dire quelques mots des valeurs qui peuvent guider la gauche aujourd'hui. Nous critiquons le monde tel qu'il est et nous voulons le transformer, mais nous ne pourrons le faire qu'en sachant ce que nous voudrions qu'il soit. Le socialisme du réel ne peut se passer de l'idéal d'une société juste. Les Français exigent des partis des réponses concrètes aux problèmes de leur vie quotidienne, mais ils cherchent également dans le discours politique une représentation de ce qu'ils font et peuvent faire ensemble. De ce point de vue, nous n'avons pas perdu en ce début d'année 2007 la seule bataille des projets économiques et sociaux. En laissant Nicolas Sarkozy imposer sa vision de la nation, de l'ordre, du travail, du mérite, nous avons aussi perdu la bataille des valeurs, faute de l'avoir livrée avec nos armes. Il y a, bien sûr, au coeur de la gauche, une aspiration qui traverse les époques : une soif de justice et de liberté, une révolte contre la fatalité, les privilèges et la domination, un humanisme fondamental qui conduit à reconnaître en chaque homme un alter ego. Née des Lumières, elle a été portée par la Révolution française puis par le mouvement socialiste dont nous sommes les héritiers. Elle nous survivra. Mais cette aspiration ne suffit pas à nous définir. Les valeurs elles-mêmes ne sont pas épargnées par le mouvement du réel et de l'Histoire. La gauche est une conscience collective qui cherche sa voie à travers des expériences successives. Nous avançons, nous tâtonnons, nous inventons des modèles ; et à chaque

époque nouvelle, nous devons tirer de ce que nous avons appris de nos succès, de nos erreurs et de nos oublis aussi les leçons qui nous permettront de reformuler notre vision du monde.

La liberté ordonnée

Les années 1960 et 1970 nous ont légué une cohérence marxiste et libertaire : alors que les libertés économiques étaient suspectes, les libertés individuelles se trouvèrent sacralisées. Cet héritage demeure notre socle. Face à l'insécurité économique, aux dégâts écologiques, aux inégalités sociales qu'il engendre, nous persistons à vouloir réguler le capitalisme. Contrairement aux libéraux, qui veulent « libérer » le marché de toutes ses entraves, nous continuons de penser, en sociaux-démocrates, qu'il faut organiser la tension entre le capital et le travail. Aussi nous efforçons-nous d'encadrer le fonctionnement du marché. Mais, parallèlement, nous avons progressivement reconnu que la liberté d'entreprendre était source d'efficacité économique et créatrice de richesse. De notre capacité à convaincre de la cohérence de ces deux affirmations - la nécessaire régulation du capitalisme et la nécessaire promotion des entrepreneurs - dépend, pour une bonne part, l'avenir de la gauche. Il nous faut de même concilier la loi et l'ordre. Frappée d'hémiplégie, la gauche a longtemps négligé la répression, confiant à la seule prévention le soin de garantir la sécurité. Une pathologie symétrique conduit aujourd'hui la droite à tout miser sur la répression. Sanctionner sans faiblesse les atteintes à la loi après avoir mis en oeuvre les moyens permettant d'éviter la multiplication des infractions : telle est la voie que doit emprunter un socialisme du réel. Le moment est venu d'entériner cette évolution idéologique. Pour traduire ce double rééquilibrage - de la liberté et de la responsabilité, des droits et des devoirs -, j'aime à parler de liberté ordonnée. Les batailles sémantiques et symboliques sont des batailles politiques ; à l'heure où la droite engage une offensive caricaturale contre l'esprit de Mai-68, je crois important de montrer que la gauche est capable de faire bouger les lignes sans pour autant céder en rien, ni dans les mots ni dans les propositions, à l'idéologie de ses adversaires.

L'égalité réelle

Poser en principe que les seules inégalités sociales et économiques acceptables sont celles qui bénéficient aux membres les plus défavorisés de la société, c'est donner un contenu concret à l'égalité. Il ne s'agit pas d'éliminer les différences « naturelles », même si l'on sait à quel point elles sont socialement et familialement conditionnées. L'égalitarisme niveleur, qui est par exemple à l'origine d'utopies scolaires comme celle du « collègue unique », refuse aux plus mal lotis (promus de classe en classe à l'ancienneté) l'opportunité de progresser selon des rythmes et des méthodes adaptés à leurs capacités réelles. Parce qu'il bride les talents des plus doués, cet égalitarisme est responsable d'une seconde injustice à l'endroit des moins favorisés : les chances qu'ont ces derniers de bénéficier un jour du fruit des efforts des premiers en sont diminuées. La justice ne consiste pas à nier ou à entraver les talents au prétexte de leur répartition arbitraire, mais à les faire contribuer à l'amélioration des perspectives des membres les moins bien dotés de la société. La conception sociale-démocrate de la République, ce n'est donc pas l'égalitarisme niveleur. Mais ce n'est pas davantage l'ouverture d'une course inégale à la domination telle que la prône Nicolas Sarkozy, lequel semble faire sienne la formule de Hayek : « *A ceux qui ont, l'on donnera.* » Ma conception, c'est celle de la mutualisation des talents : nous devons les regarder comme des atouts collectifs et nous considérer mutuellement comme les bénéficiaires des avantages résultant de leur épanouissement. Il n'y a rien de choquant à prétendre que l'activité collective de la société est mieux à même que l'égoïsme individuel de soutenir nos efforts, de susciter notre contribution, et de rendre réalisable ce dont nous sommes capables.

La fraternité laïque

A la fragmentation du salariat qui érode le sentiment de classe, à la mondialisation qui désarticule les Etats-nations s'ajoute depuis quelques décennies la montée d'une forme d'individualisme invitant chacun à cultiver son autonomie et à affirmer sa différence. Mais les solitudes et les angoisses qui accompagnent cette nouvelle donne font aussi resurgir les besoins

d'appartenance et les revendications identitaires. De nouveaux réseaux de communication et de sociabilité se développent, de nouvelles références territoriales ou religieuses apparaissent, mettant sous tension la conception républicaine de la nation. L'égalité réelle suppose le souci du bien commun. Mais elle ne requiert pas l'uniformité des croyances, des mœurs et des cultures. Respecter l'égalité des droits des citoyens impose de ne pas leur prescrire une manière de vivre déterminée ou une conception particulière du bonheur privé - fût-ce celle de la majorité d'entre eux.

C'est ainsi que la pluralité des orientations sexuelles appelle de la part de la démocratie autant de respect que la diversité culturelle : elle est une richesse que doivent accueillir favorablement les sociétés libres, un des innombrables moyens par lesquels ces dernières échappent à l'uniformité. Il y a toutefois un point sur lequel nous ne devons pas, à mon sens, transiger : notre refus d'une communautarisation insidieuse de la société et de l'espace public qui, en enfermant les individus dans des identités figées et en imposant une représentation ethnicisée de la société, perpétuerait durablement les inégalités. Loin de tout archaïsme, notre attachement viscéral à la laïcité reste, de ce point de vue, un combat pour l'émancipation et l'égalité.

Là aussi, la doctrine de la gauche doit faire la part entre la fidélité à son héritage idéologique et la prise en compte des nouvelles réalités sociologiques. L'hospitalité que la démocratie accorde aux différences n'est pas faite d'indifférence aux individus et aux valeurs : elle résulte de la séparation à laquelle procède la démocratie entre le public et le privé d'une part, le politique et le religieux d'autre part. La démocratie ne peut donc admettre qu'au nom de leur singularité personnelle ou de leur particularisme culturel des individus ou des groupes remettent en question la laïcité, condition même de la tolérance dont ils bénéficient.

Le progrès maîtrisé

Comment achever l'esquisse d'une refondation de la gauche sans revenir sur la notion de progrès ? Cette dernière n'est plus à la mode. Le repli sur elle-même

d'une société inquiète laisse douter du progrès social ; les bouleversements environnementaux font voler en éclats l'illusion de l'asservissement sans limites de la nature ; l'émergence de nouvelles interrogations morales, liées par exemple à l'utilisation des cellules souches ou des OGM, effraie autant qu'elle fascine. La défiance qu'inspire l'idée de progrès se nourrit de l'opacité qui entoure les expérimentations scientifiques comme les grands choix technologiques, notamment en matière énergétique. Aussi est-il sans doute nécessaire de placer ceux-ci sous un rigoureux contrôle démocratique. Mais refuser toute dérive scientiste ne nous dispense pas de renouer avec le règne de la raison, qui est, depuis deux siècles, la marque des progressistes. Rejeter frénétiquement l'expérimentation scientifique, s'abriter couardement derrière la recherche du « risque zéro », voilà qui pave la voie d'un retour de l'obscurantisme que la vénération de la nature tente d'habiller idéologiquement. C'est, ici encore, l'identité même de la gauche qui est en jeu. Réel et donc rationnel : tel est le socialisme que je veux aider à refonder.

Dominique Strauss-Kahn

Le Nouvel Observateur 14 juin 2007